

Proche-Orient : Les appels au cessez-le-feu sont dangereux

Face à un Iran proche de l'arme nucléaire, Israël et l'Occident doivent se montrer unis et déterminés

Depuis presque un an, chaque jour c'est la même rengaine : Il faut un cessez-le-feu. D'urgence. Pour éviter une catastrophe humanitaire, un embrasement de la région, une famine, des épidémies, etc. Un cessez-le-feu pour donner une chance à la diplomatie, à un Etat palestinien, à la paix au Proche-Orient, etc.

Douze mois et 40.000 morts plus tard, rien n'a changé et c'est toujours la même rengaine qu'entonnent nos dirigeants : le 7 octobre, date anniversaire du pogrom génocidaire du Hamas, le pape François, déplorant « une guerre qui s'étend désormais au Liban martyrisé », appelle à « un cessez-le-feu immédiat au Liban, à Gaza, dans le reste de Palestine et en Israël » ; le président américain Joe Biden affirme « travailler pour parvenir à un accord de cessez-le-feu à Gaza qui ramène les otages à la maison, permette une augmentation de l'aide humanitaire pour soulager les souffrances sur le terrain, garantis la sécurité d'Israël et mette fin à cette guerre » ; le chancelier allemand Olaf Scholz promet que le gouvernement fédéral « continuera de s'engager avec persévérance pour un cessez-le-feu qui doit être conclu tout de suite », etc.

L'étrange sortie de route du président français

La belle et lénifiante harmonie de ces hommes n'est perturbée que par une seule voix, celle du président français Emmanuel Macron qui, le 5 octobre, a demandé l'arrêt des livraisons à Israël d'armes servant à Gaza : « Je pense qu'aujourd'hui, la priorité, c'est qu'on revienne à une solution politique, qu'on cesse de livrer les armes pour mener les combats sur Gaza. La France n'en livre pas. Je pense que ceux qui [les] fournissent ne peuvent pas chaque jour appeler à nos côtés au cessez-le-feu et continuer de les [fournir] ». Traduction en bon français : notre président demande au gouvernement américain de stopper son soutien militaire à l'Etat juif...

Le Premier ministre d'Israël Benjamin Netanyahu *is not amused*. Mais il n'est pas le seul : en Israël, la population observe avec une inquiétude grandissante que le vent de l'Ouest est en train de tourner. Selon un chroniqueur du *The Jerusalem Post*, l'annonce du président français montrerait aux Israéliens « que la plus grande menace pour leur survie est l'assaut idéologique venant de l'Occident, qui s'accélère à un rythme alarmant. »

Outre cette nouvelle preuve d'imprévisibilité d'un Emmanuel Macron pratiquant, depuis un an, « une diplomatie au mieux en zigzag, au pire équidistante vis-à-vis d'Israël et de ses ennemis islamistes » (Manuel Valls), l'observateur note que la litanie ininterrompue des appels au cessez-le-feu n'a strictement eu aucun effet, car nous voilà : le pire massacre dans l'histoire de l'Etat d'Israël a conduit à la guerre la plus meurtrière de l'histoire palestinienne, aux premières attaques directes de l'Iran contre Israël, et même à la première interception de missiles dans l'espace au cours d'une guerre.

Yahya Sinwar voulait une guerre cataclysmique qui redéfinirait le Moyen-Orient. Il l'a obtenue

Il est peut-être utile de rappeler que rien de tout cela ne serait arrivé sans la décision fatidique, en octobre dernier, de Yahya Sinwar, dirigeant *de facto* de la bande de Gaza. Cela ne signifie pas que la région serait aujourd'hui en paix, mais l'enchaînement d'événements auquel on assiste depuis aurait été impensable si le 7 octobre 2023, les hordes de barbares du Hamas ne s'étaient pas livrés au massacre de 1.200 innocents. « Yahya Sinwar voulait une guerre cataclysmique qui redéfinirait le Moyen-Orient », commente *The Economist*, « et il l'a obtenue ».

Le plan du Hamas prévoyait que, immédiatement après son attaque contre Israël, les autres composantes de « l'axe de résistance » iranien — le Hamas en Cisjordanie, le Hezbollah au Liban, les Houthis au Yémen et les milices chiites en Syrie, en Irak et en Iran — se joindraient à une guerre régionale dont l'objectif ultime serait de détruire Israël. Le *New York Times* cite un document secret découvert à Gaza qui confirme cette affirmation : rédigé par le leader du Hamas le 8 janvier 2023, il y affirme avoir reçu un engagement de l'Iran selon lequel « l'axe » rejoindrait l'attaque contre Israël une fois que le plan d'invasion *Al-Aqsa Flood* du Hamas serait activé.

Comme on sait, les choses ne se sont pas déroulées exactement comme prévu. Gaza est en ruines. Le Hamas est affaibli. Le Hezbollah a perdu son leader, son commandement militaire et son mythe d'invincibilité, tandis que l'Iran découvre sa vulnérabilité.

Face à l'Iran, l'Occident doit se montrer uni et déterminé

Toujours selon le *New York Times*, l'attitude Yahya Sinwar, dont il n'y a pas eu d'enregistrements audio ou vidéo depuis des mois, se serait durcie ces dernières semaines, conduisant les négociateurs américains à croire qu'il n'a plus aucune intention d'atteindre un accord avec Israël. Son nouvel objectif serait une guerre beaucoup plus large qui, augmentant la pression sur Israël et son armée, forcerait ces derniers à réduire leurs opérations à Gaza.

Dans une tribune également parue dans le *New York Times*, Benny Gantz, ancien ministre centriste de la Défense d'Israël (il a démissionné du « cabinet de guerre » formé par Benyamin Netanyahu en juin 2024), affirme qu'en substance, le chef du Hamas et l'ayatollah Khamenei partagent l'ambition d'anéantir Israël. Ce dernier aurait simplement fait preuve d'une plus grande patience stratégique, ce qui l'aurait conduit à une conclusion différente quant au moment opportun pour lancer une attaque à grande échelle contre Israël. Mais Benny Gantz est convaincu que l'Iran se prépare et attend le moment de faiblesse idéal pour frapper. « Il l'a fait au Liban, utilisant le Hezbollah pour exploiter les difficultés économiques de l'État afin de renforcer son emprise nationale. Il l'a fait en Syrie, au milieu du chaos de la guerre civile. Il l'a fait au Yémen, exploitant le vide politique et les conditions humanitaires désastreuses, et il est actuellement en train d'étendre son influence en exploitant l'instabilité de la région du Sahel en Afrique. »

La menace nucléaire de l'Iran...

Citons Benny Gantz une dernière fois : « Israël a tiré la leçon du 7 octobre. Nous portons maintenant la responsabilité de partager cette leçon avec le monde. » Il a raison. Au lieu de nous faire miroiter un cessez-le-feu dont personne dans la région ne veut, le monde Occidental – dont Israël, faut-il le rappeler, fait partie - doit se préparer sans délai au moment opportun pour éliminer, une fois pour toutes, la menace du développement d'une arme nucléaire par l'Iran.

Dans un article du *New York Times* intitulée « Why We Need to Escalate in Iran », Bret Stephens, un chroniqueur juif-américain qui a passé beaucoup d'années en Israël, se fait siennes les inquiétudes de Benny Gantz : « Et si l'un de ces missiles lancés sur Israël la semaine dernière avait été équipé d'une ogive nucléaire — une ogive dont la construction aurait échappé à l'attention des agences de renseignement occidentales, voire au Mossad ? », demande-t-il. Cette éventualité, hélas, est réelle - et proche. Il cite le secrétaire d'État Antony Blinken qui, cette année, a averti que l'Iran était « à une ou deux semaines d'être capable de produire suffisamment d'uranium enrichi à usage militaire pour une bombe nucléaire ». Il est vrai que même en disposant du matériel fissile requis, il faut du temps et de l'expertise pour fabriquer une arme prête à l'emploi, mais l'objectif clé des ambitions nucléaires iraniennes est désormais à portée de main, surtout s'il reçoit l'aide technique de ses nouveaux meilleurs amis en Russie, en Chine et en Corée du Nord.

... nécessite une ligne dure face à l'Iran

Face à cette « menace absolument intolérable, non seulement pour Israël, mais aussi pour les États-Unis et pour ce qui reste de l'ordre international libéral », Bret Stephens appelle de ses vœux « une réponse américaine directe [et] proportionnée [...], au minimum la destruction du complexe de missiles d'Ispahan » où se trouve également un site d'enrichissement d'uranium. Quant au vaste et vulnérable réseau d'oléoducs, de raffineries et de terminaux pétroliers de l'Iran, notamment sur l'île de Kharg dans le golfe Persique, il propose que les USA « [avertissent] le régime que la seule manière de sauver cette infrastructure d'une destruction immédiate est d'ordonner au Hezbollah et aux Houthis de se retirer et de faire pression sur le Hamas pour qu'il libère ses otages israéliens. » Ces propositions, qui feraient hurler une partie des Européens, paraissent néanmoins frappées au coin du bon sens. Le moment est opportun, autant le saisir.

L'argument fallacieux d'une « escalade » du conflit

Le chef de file incontesté des adversaires d'une ligne dure vis-à-vis de l'Iran et de ses supplétifs est le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres qui, sans doute pour la centième fois depuis un an, a encore cette semaine condamné « l'élargissement du conflit au Proche-Orient, escalade après escalade », en ajoutant, sans même faire mention ni de la République islamique ni de l'État hébreu : « Cela doit cesser. Nous avons absolument besoin d'un cessez-le-feu. » Que pendant près de quatre ans, l'ouverture diplomatique de l'administration Biden envers Téhéran ainsi que ses réponses finement calibrées à aux agressions iraniennes n'aient rien fait pour dissuader l'Iran de frapper ses alliés, ne semble pas intéresser le secrétaire général de l'ONU. Pas plus que le fait que l'identité des agresseurs – le Hamas et le Hezbollah -, dont l'objectif exprimé est la destruction pure et simple d'un Etat souverain et de sa population, ne fait pas le moindre doute.

Le jusqu'au-boutisme suicidaire des islamistes

Pourquoi Antonio Guterres, à l'instar de Josef Borrell, le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, fait-il semblant d'ignorer que le conflit meurtrier à Gaza serait terminé depuis longtemps si, face à l'écrasante supériorité militaire d'Israël, le Hamas avait rendu les otages détenues à Gaza et déposé les armes ? Au lieu de quoi les fanatiques religieux qui le dirigent depuis leurs tunnels s'obstinent à poursuivre une stratégie du *chahid* (martyre, en français) que - avec toutes les préventions requises - on est tenté de comparer à celle d'Hitler prêt à sacrifier son propre peuple et à décréter, à la suite de la débâcle de Stalingrad synonyme de défaite totale (2 février 1943) « la guerre totale ».

On connaît la suite : des dizaines de millions de morts s'ajoutant aux millions qui étaient déjà morts. A commencer par les juifs européens dont la plus grande partie a été assassinée à partir de 1943, les millions de soldats soviétiques, allemands et alliés, sans oublier les innombrables victimes civiles. Comparaison n'est pas raison mais il suffit de mettre côte à côte les photos des villes allemandes bombardées entre 1943 et 1945 et celles prises à Gaza aujourd'hui : faites l'essai, elles se ressemblent. Quelques soient les différences de ces deux régimes totalitaires, fanatiques et génocidaires, ils récoltent ce qu'ils ont semé. Que le prix le plus lourd des forfaits de ces criminels soit réglé pas des innocents semble être l'une des tristes lois de l'Histoire.

« L'Ukraine et Israël sont l'honneur du monde libre »

Mais revenons, après cette parenthèse historique, à notre sujet : la stratégie qu'Israël, avec le soutien indéfectible de l'Occident, doit désormais adopter face à l'Iran. Comme le dit Bret Stephens dont les mots font étrangement penser à la stratégie adoptée par l'OTAN face à l'actuelle guerre d'agression russe en Ukraine, « nous ne pouvons pas simplement continuer à essayer de contrecarrer l'Iran par des moyens uniquement défensifs - en luttant non pas pour gagner, mais seulement pour ne pas perdre. [...] Les guerres, une fois engagées, doivent être menées jusqu'à une victoire sans équivoque. »

Donnons le mot de la fin au philosophe Pascal Bruckner qui, dans une tribune parue cette semaine dans *Le Point*, fait lui aussi le lien entre la guerre en Ukraine et celles qui font rage au Proche-Orient : « Deux nations sauvent aujourd'hui l'honneur du monde libre », écrit-il. « L'Ukraine et Israël, en proie aux mêmes ennemis puisque Poutine et Khamenei sont liés par un traité d'amitié et que le premier soutient le Hamas, le Hezbollah et les talibans. Il faut désormais frapper la pieuvre à la tête, et ce avant que l'Iran n'ait la bombe. Esquiver cette opportunité serait un crime contre la liberté et exposerait les dirigeants occidentaux à un déshonneur durable. »

Que nos dirigeants écoutent cette voix clairvoyante et nous épargnent désormais leurs vœux pieux sur un « cessez-le-feu immédiat ». Le danger que le totalitarisme islamiste représente pour le monde libre est immense. C'est le moment d'agir.